

ARTICLE 22 – REMISE DES CLÉS

Dans le cas où le bien loué se trouverait en copropriété ou dans un régime assimilé en raison de l'existence de parties communes ou de l'usage d'espaces, de services ou d'équipements communs, le BAILLEUR et le PRENEUR conviennent que les charges ou les cotisations afférentes à ces parties communes seront à la charge exclusive du :

PRENEUR (locataire) OUI ☐

BAILLEUR (propriétaire) OUI ☒

En vertu de l'article 403 de ladite loi, en son titre portant sur la copropriété, le BAILLEUR dont le bien est soumis au régime de la copropriété régi par les articles 379 à 407, autorise par le présent bail, le locataire à prélever sur le loyer, le montant des cotisations ou charges en vue de les payer directement au syndic contre reçu délivré au nom du BAILLEUR. En recevant le paiement du loyer, déduction faite du montant des cotisations ou charges justifié par la remise du reçu, le BAILLEUR s'oblige à délivrer au locataire, une quittance pour la totalité du loyer. Par ces paiements, les parties se dégagent réciproquement de toutes responsabilités l'une envers l'autre.

ARTICLE 24 – CLAUSE RESOLUTOIRE. A défaut de paiement d'un seul versement de loyer ou d'insécution de l'une des clauses du présent bail, celui-ci sera résilié de plein droit sans préjudice de la poursuite des poursuites en soustraction, par acte d'huissier, et demeuré sans effet.

Tous frais et honoraires engagés à cet effet seront supportés par le locataire qui s'y oblige.

SALS DOSSIER N° 45303 MA/LC
Vu pour l'application de la loi
Signature de M. ABOBO LE
Apposé ci-contre au BAILLEUR, un (1) mois
CNI N°
Du en soustraction, par acte d'huissier, et demeuré
Délivré par
ABOBO LE 08 NOV 2022
Le Maire

TITRE III : ENREGISTREMENT ET REGLEMENT DES LITIGES

ARTICLE 25 – ENREGISTREMENT. L'enregistrement du présent bail est obligatoire pour deux (2) années aux frais du PRENEUR.

Le paiement des droits d'enregistrement des années successives demeure toujours à la charge du PRENEUR et il s'opérera sur un formulaire portant renouvellement du bail fourni par le BAILLEUR.

ARTICLE 26 – ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION. Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur domicile ou siège social indiqué au début des présentes.

En outre, toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée du bail, pourront être soumises à l'arbitrage de tout organisme qualifié à cette fin et requis par les parties, à défaut le litige sera soumis à la juridiction compétente de la situation des lieux.

SALS DOSSIER N° 45304 MA/LC
Vu pour l'application de la loi
Signature de M. ABOBO LE
Apposé ci-contre au PRENEUR, un (1) mois
CNI N°
Du en soustraction, par acte d'huissier, et demeuré
Délivré par
ABOBO LE 08 NOV 2022
Le Maire

LE BAILLEUR

LE PRENEUR

KOUASSI KOUAME
Conseiller Municipal
Officier d'Etat - Civil Délégué
COMMUNE D'ABOBO